

Burundi : le fiasco politico-diplomatique de la libération d'Alexis Sinduhije

RFI, 26 janvier 2012 L'un des principaux opposants burundais, Alexis Sinduhije, a été libéré mardi 24 janvier, après 14 jours passés dans un commissariat de police de Dar es-Salaam en Tanzanie, puis il a été expulsé vers l'Ouganda, alors qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international de la justice du Burundi. Comment cet ancien journaliste, désigné parmi les 100 personnalités les plus influentes du monde par le magazine américain Times en 2008, a-t-il échappé à l'extradition ? A Bujumbura, cette affaire apparaît, en tout cas, comme un fiasco politico-diplomatique.

Alexis Sinduhije est arrêté le soir du 11 janvier, juste à la sortie de son avion qui vient d'atterrir à l'aéroport de Dar es-Salaam, et l'affaire prend tout de suite des proportions considérables, au vu de la personnalité de cet opposant burundais. Selon des sources concordantes, Bujumbura va alors mettre discrètement tout son poids dans la balance pour obtenir son extradition, des courriers auraient même été envoyés au plus haut sommet de l'Etat, sans résultats. Faut bien dire que les erreurs se sont accumulées dès le premier jour. L'opposant burundais est arrêté sans mandat, on ne lui notifie pas le motif de son arrestation et il n'est pas présenté à un juge dans les 48 heures, comme le prévoit la loi tanzanienne, selon ses avocats. Le pouvoir burundais, qui vient d'appeler l'opposition au dialogue, ne veut pas, à ce moment, endosser la responsabilité de cette arrestation. Le gouvernement assure donc dans un premier temps qu'il n'a rien à reprocher à Alexis Sinduhije, mais le procureur est obligé de reconnaître, dix jours tard, qu'il est à l'origine de cette arrestation. C'est cette gestion qualifiée de catastrophique, plus de fortes pressions internationales, qui ont poussé les autorités tanzaniennes à faire le choix de mécontenter le pouvoir burundais, selon des sources à Dar es-Salaam.